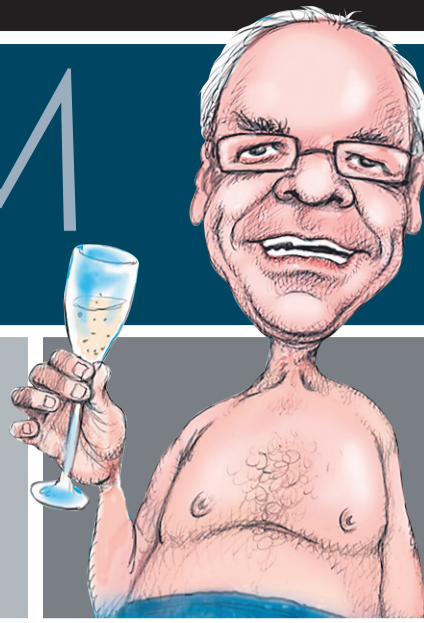


# PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES



CARICATURE  
L'ACTUALITÉ  
VUE PAR CHAPLEAU  
PAGE 4

SIMULER  
L'ÉCONOMIE  
L'ÉDITORIAL D'ARIANE KROL  
PAGE 4

NON AU VOILE!  
EXTRAIT D'UN LIVRE-CHOC  
SUR LES INTÉGRISTES  
PAGE 5



## ADOS EN DÉSINTOX

Ils sont âgés de 12 à 17 ans. Et avant même d'avoir atteint l'âge adulte, ils traînent un lourd passé de toxicomanie. Ils ont tout consommé : alcool, cannabis, LSD, speed, ecstasy, cocaïne. Quand ils frappent à la porte du centre Le Grand chemin, à Montréal, ils sont poqués, détruits, au bout du rouleau. Notre journaliste a partagé leur quotidien, en cure de désintoxication fermée, pendant trois jours et deux nuits.

UN REPORTAGE DE SOPHIE ALLARD À LIRE EN PAGES 2 ET 3

PHOTOS ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

*vos MEILLEURS COUPS  
sont dans nos allées*

- ⇒ Essai de bâtons
- ⇒ Centre de performance
- ⇒ Cliniques des pros
- ⇒ Allée de la mode
- ⇒ Méga boutique
- ⇒ Concours

PALAIS DES CONGRÈS 13, 14 ET 15 MARS

HEURES D'OUVERTURE  
Vendredi 13 mars de 12h à 20h  
Samedi 14 mars de 10h à 18h  
Dimanche 15 mars de 10h à 17h

ADMISSION

adultes	12\$
ainés et étudiants	10\$
enfants (6 à 12 ans inclus)	8\$
moins de 5 ans	gratuit

**EXPOGOLF**  
2009

PRÉSENTÉ PAR  
**LA PRESSE**

## PLUS ADOS EN DÉSINTOX



# VERS UN NOUVEAU DÉPART

Qu'est-ce qui pousse un jeune de 12 ans à consommer de la drogue ou de l'alcool? À quoi ressemble le mal qu'il veut anesthésier? Quels sont les mots qu'il trouvera pour nommer cette douleur dont il veut se délivrer? Au Grand chemin, on trouve ces réponses.



TEXTES: SOPHIE ALLARD  
PHOTOS: ALAIN ROBERGE

Thomas, 17 ans, n'est pas d'humeur à rire ce matin. Puis, il a bondi de sa chaise et renversé sur son jeans au petit-déjeuner, il a fermé les yeux. Il a pris une grande respiration. Puis, il a bondi de sa chaise et lancé le pot de margarine sur le mur. «J'ai vraiment envie de partir, j'en ai assez de toutes vos règles.» Sept jours après son arrivée, la thérapie de groupe commence à lui peser.

Pour un incident aussi bête, cet ancien premier de classe, devenu alcoolique et cocaïnoman, aurait tout aussi bien pu renverser les tables ou lancer des chaises. «Je me suis contrôlé.» Il a évité l'expulsion de justesse. Ici, c'est tolérance zéro pour la violence. L'admission se fait sur une base volontaire. Les adolescents, une douzaine au total, consentent à passer de 8 à 10 semaines enfermés dans une aile complètement rénovée de l'hôpital Rivière-des-Prairies.

«Ce n'est pas une prison. Les portes ne sont jamais verrouillées», affirme le coordonnateur Gaëtan Brière. En réalité,

la moitié des jeunes sont ici par ordre de la cour, à la demande des parents ou ils sont référés par le centre jeunesse. Un passage obligé avant un retour à la maison.

L'arrivée est à tout coup pénible. «On est avertis deux jours avant d'entrer. Alors, on se pète la face d'aplomb, ça passe mieux», indique Thomas. Certains prévoient le coup, racontent les intervenants, et cachent une «dose de secours» dans leurs effets personnels, dissimulée à l'intérieur d'un savon ou dans un applicateur de tampon hygiénique, l'emballage papier soigneusement recollé.

## Le retour de Timothé

Timothé, 17 ans, s'agite sur sa chaise. Assis dans une petite pièce, il tapote le bureau devant lui. «Je suis stressé. J'ai tellement chaud. Est-ce qu'il fait chaud?» Arrivé il y a quelques minutes, en début d'après-midi, il sait parfaitement à quoi s'attendre; il en est à sa troisième thérapie. «Cette fois, je suis décidé à aller jusqu'au bout.»

C'est un grand consommateur de cocaïne et de freebase. Chaque jour, il prend aussi en moyenne cinq bières, du pot et deux pilules de speed. Il fume parfois du crack. Pour payer sa consommation, il a commis des vols par effraction dans les voitures et vendu de la drogue.

«Qu'est-ce qui te ramène ici?» demande d'une voix douce Mélanie

# PLUS ADOS EN DÉSINTOX



## LE GRAND CHEMIN MONTRÉAL EN BREF

**110**  
jeunes sont accueillis chaque année

**1/3**  
ont des problèmes de santé mentale concomitants

**48%**  
des filles et 12% des garçons ont déjà tenté de se suicider

**44%**  
des filles ont été agressées sexuellement

**34%**  
des garçons ont été agressés physiquement

**81%**  
des garçons et 77% des filles admis sont hostiles, agressifs, impulsifs

**8%**  
ont aussi un problème de jeu pathologique



Le Grand chemin accueille en moyenne 110 jeunes de 12 à 17 ans par année à son centre montréalais. Plus d'une vingtaine d'adolescents sont actuellement sur une liste d'attente. Ces jeunes, comme Joey, Dannik et Mathieu, viennent remédier à leur problème de dépendance à l'alcool, aux drogues et au jeu pathologique. La cure fermée dure de huit à dix semaines et le suivi quatre mois.

**DEMAIN**  
Lisez la suite de ce reportage demain dans *La Presse*: Mathieu, 16 ans, un « miraculé », Sarah, 17 ans, qui a commencé à boire à l'âge de 8 ans et Dannick, 15 ans, qui se prépare à une nouvelle vie.

Robichaud, responsable des admissions. Ses intoxications ont peu à peu mené à des psychoses, raconte-t-il. « Il faut que ça arrête, je n'ai plus aucun break dans ma tête. J'ai de la misère à me regarder dans le miroir, je capote. Je fais de la paranoïa. Je suis allé à l'urgence l'autre soir, j'étais sûr d'être fou. J'ai atteint le bas-fond. »

Hier soir, Timothé a consommé 3,5 grammes de pot. « Pas de cocaïne depuis une semaine », dit-il fièrement. « Tu vas surtout sentir le manque dans quelques jours. Ça ne sera pas facile », lui rappelle Mélanie. Le blondinet baisse la tête. « J'ai peur. S'il vous plaît, il ne faut pas me laisser partir avant la fin. » Il frotte le pendentif en or à son cou. La prière de la sérénité des Alcooliques anonymes y est gravée. « Un cadeau de ma sœur. »

Son père entre dans la salle et lui fait une rapide accolade. « On a eu le temps de se dire au revoir avant », souligne l'homme. Ils pourront se parler dans deux jours, au cours de l'appel de bienvenue. Les pensionnaires ont droit à un coup de téléphone familial par semaine. Dix minutes bien comptées.

Timothé partagera sa chambre avec Thomas. « On fouille d'abord les effets personnels », indique Mélanie, en plongeant sa main dans les poches d'un manteau de cuir. Elle trouve deux petits sachets de plastique

« Je n'ai plus aucun intérêt. J'aimerais ça qu'on me dise que je suis bon dans quelque chose, que j'ai des qualités. »

vides. « Merde! J'aurais dû faire le ménage avant », lance l'adolescent, visiblement gêné.

Dans sa valise, seul un t-shirt du groupe Nirvana lui est confisqué. « On ne veut rien qui rappelle la consommation », précise l'intervenante. Ses somnifères seront placés dans une armoire sous clé, dans le couloir. Même chose pour ses rasoirs et son coupe-ongles. Pour éviter l'automutilation.

### Sans accolades, ni poignées de main

Le groupe, qui a passé la matinée en classe, accueille Timothé chaleureusement. Sans accolades, ni poignées de main. Tout contact est interdit. « C'est ce que je trouve le plus difficile ici », confie Joey,

une grande sportive de 17 ans. Elle est au centre depuis trois semaines. « J'aurais tellement besoin de me faire froter le dos quand ça ne va pas. »

Timothé aussi, semble-t-il. Au souper, il touche à peine à son assiette. Au menu: brochettes de porc, pommes de terre bouillies et purée de carottes. De la bouffe d'hôpital, ni bonne ni mauvaise. Pour certains, c'est un festin. « Ça ne bat pas les côtelettes de porc et les croquettes de poulet hier. On a tout dévoré, c'était tellement bon », raconte Dannick, en se tapant l'estomac. « Ça rentre pas », répond Timothé, sans lever les yeux de son assiette. Mathieu, 16 ans, le rassure: « On est tous passés par là. Tu vas voir, ça va aller mieux demain. »

Timide et fragile, Benjamin, 15 ans, acquiesce discrètement. Il est arrivé il y a 24 heures, complètement démoli. « J'ai la tête toute mélangée, j'ai consommé avant d'entrer, confiait-il hier à Jennifer, son intervenante. Je n'ai plus aucun intérêt. J'aimerais ça qu'on me dise que je suis bon dans quelque chose, que j'ai des qualités. » Aujourd'hui, ça va bien, assure-t-il. Mais jusqu'à quand?

La sensation de manque survient à tout moment. Surtout la nuit. « Quand ils sont en sevrage, les jeunes ont parfois des crampes musculaires, des sueurs, des nausées ou des maux de tête. Ils

souffrent d'insomnie », indique François Boisvert, surveillant de nuit. La plupart de temps, ils ont besoin d'une oreille attentive. « Je leur fais une tisane et je les écoute. »

Les incidents sont rares, mais spectaculaires. « Un gars a déjà démoli sa chambre au complet, un autre a essayé de fuguer sans le sou. Une fille s'est ouvert le poignet dans les toilettes », raconte-t-il, une fois les jeunes couchés. Il vient de faire sa tournée des six chambres, lampe de poche à la main. Installé dans le couloir, derrière un petit bureau, il sera à l'affût du moindre bruit jusqu'au lever des troupes à 6h25.

Pour Timothé, la tête remplie de pensées et le ventre vide, la nuit est longue. « Je n'ai pas dormi. J'ai tourné d'un bord, pis de l'autre », confie-t-il au petit-déjeuner, en se préparant des toasts au beurre d'arachide. « Y'a pas de margarine? »

**Note: certains prénoms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.**

**CYBERPRESSE.CA**  
Voyez notre document multimédia sur [cyberpresse.ca/ados](http://cyberpresse.ca/ados)

## LES RÉSULTATS

- > La gravité des problèmes de dépendance a diminué de façon marquée trois mois et six mois après le début de leur démarche.
- > Chez les cas lourds (toxicomanie et maladie mentale), la diminution du problème de drogue est plus marquée en résidence qu'en centre externe.
- > Les jeunes présentant des problèmes de santé mentale et de dépendance continuent d'éprouver des problèmes psychologiques, familiaux et interpersonnels plus graves que les autres jeunes pendant le suivi de six mois, et ce, même si leur état s'est amélioré.

Source: résultats préliminaires de l'étude *Toxicomanie et problèmes de santé mentale chez les jeunes: enjeux cliniques*. Karine Bertrand, professeur adjoint, service de toxicomanie, faculté de médecine et des sciences de la santé, Université de Sherbrooke

# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
Guy Crevier > Président et éditeur  
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

# Simuler l'économie



akrol@lapresse.ca  
MARIANE KROL

Plus de 80 000 Canadiens ont perdu leur emploi le mois dernier, a confirmé Statistique Canada hier matin. En seulement 28 jours, le taux de chômage a grimpé d'un demi-point et atteint maintenant 7,7%. Le Québec est la province qui a perdu le plus d'emplois après l'Alberta et l'Ontario. Notre taux de chômage frise désormais les 8%.

### Ottawa et Québec gaspilleraient beaucoup d'argent à essayer de stopper la crise.

Vous pouvez être certains que les partis de l'opposition, les lobbies et la population en général vont accentuer la pression sur les gouvernements pour qu'ils «interviennent» et «stimulent l'économie». C'est un discours inconséquent, qui s'illusionne sur l'influence de l'État. Non seulement Ottawa et Québec n'ont pas le pouvoir de stopper la crise, mais ils gaspilleraient beaucoup d'argent à essayer de le faire.

On n'a qu'à penser aux mesures d'incitation financière que les constructeurs automobiles réclament du fédéral pour les acheteurs de nouvelles voitures. Ford Canada a même suggéré un prix: 3500\$ pour tous ceux qui remplacent un véhicule de 11 ans ou plus. L'Allemagne, qui a instauré un programme semblable, a vu ses ventes d'autos augmenter de 22% le mois dernier, pendant qu'elles s'affaissaient de 18% dans le reste de l'Europe. On n'en doute pas. Sauf qu'avant de se précipiter sur le photocopieur pour dupliquer le programme, il faut y regarder de plus près.

# L'éléphant dans la pièce



mroy@lapresse.ca  
MARIO ROY

Algérienne d'origine (bien que née en Ukraine) et Canadienne d'adoption après avoir vécu aussi en France, Djemila Benhabib a personnellement connu trois modes de fonctionnement du militantisme islamiste. La méthode forte en Algérie: surtout pendant la décennie 90, une poignée de groupes armés y firent régner la terreur, massacrant parfois des villages entiers, laissant derrière eux 100 000 cadavres. Un mode hybride en France: prosélytisme et intimidation dans les banlieues en même temps que patient lobbyisme politique au centre. Et la méthode discrète au Canada: petits pas et luttes ciblées.

C'est le portrait d'ensemble se dégageant de *Ma vie à contre-Coran*, ouvrage tenant à la fois de l'essai et de l'autobiographie, qui débarquera en librairie cette semaine et dont on trouvera des extraits ci-contre.

La critique de l'islam radical est un genre littéraire qui n'est pas sans péril et auquel les femmes semblent s'adonner avec une détermination particulière: pensons aux Taslima Nasleen, Irshad Manji et autres Ayaan Hirsi Ali. Il est vrai que les femmes sont toujours et partout les premières victimes de ce que Benhabib appelle le «fascisme vert».

Or, selon elle, la voile islamique est le premier symbole de soumission à l'islam politique, peu importe la taille du tissu et le nom qu'on lui donne. Cela, la commission Bouchard-Taylor ne l'a pas compris. Pas plus, fort étonnamment, que de grandes voix féministes telles

Le problème dont le Canada doit s'occuper, ce n'est pas le recul général des ventes d'autos, mais le risque que Chrysler et GM ferment leurs usines. Un incitatif à l'achat n'aurait qu'un effet limité sur ces constructeurs, puisqu'une partie des clients seulement iraient chez eux. Les autres préféreraient les concurrents - dont Ford, Honda et Toyota, ceux-là mêmes qui ont suggéré de créer un tel programme. Même en considérant l'ensemble du secteur, l'effet «stimulant» serait marginal. Car l'impact réel de ce genre de programme ne se mesure pas au nombre de clients qui ont bénéficié du crédit. L'augmentation des ventes vient seulement de ceux qui, sans cet incitatif, n'auraient pas acheté de véhicule. Autrement dit, l'État doit brûler beaucoup de munitions (l'argent de vos impôts!) pour toucher la cible de temps à autre. Et l'effet ne dure jamais. Qu'on se rappelle le coûteux programme de remises en argent du gouvernement Bush l'an dernier. Lorsque les derniers chèques ont atterri dans les boîtes à lettres, la consommation a recommencé à glisser.

Le recul des exportations et des prix des matières premières vont continuer à peser sur notre taux de chômage, a prévenu le FMI cette semaine. Et comme l'a rappelé le Groupe financier TD, aucune reprise n'est envisageable tant que l'économie américaine et les conditions financières mondiales ne seront pas stabilisées.

Québec et Ottawa peuvent compenser la baisse d'activité dans la construction en accélérant la mise en chantier d'infrastructures publiques jugées nécessaires, mais pour le reste, ils ne peuvent pas grand-chose. Évidemment, si vous arrosez un secteur de fonds publics, vous arriverez peut-être à y simuler une embellie, mais l'effet sera de courte durée. Au final, les retombées seront toujours décevantes, surtout quand on considère les sommes investies. Cette réalité est désagréable à entendre, mais ce n'est rien en comparaison de la somme que nous aurons à payer si nous disons oui à toutes ces pseudo-mesures de stimulation.

Françoise David (Québec solidaire) et Michèle Asselin (Fédération des femmes du Québec).

En somme, plaide Djemila Benhabib sur 270 pages, il est impossible d'«accommoder raisonnablement» l'intégrisme. Et le voile islamique est le canal à travers lequel coulent les premières commissions, inévitablement suivies d'autres, toujours plus dangereuses.

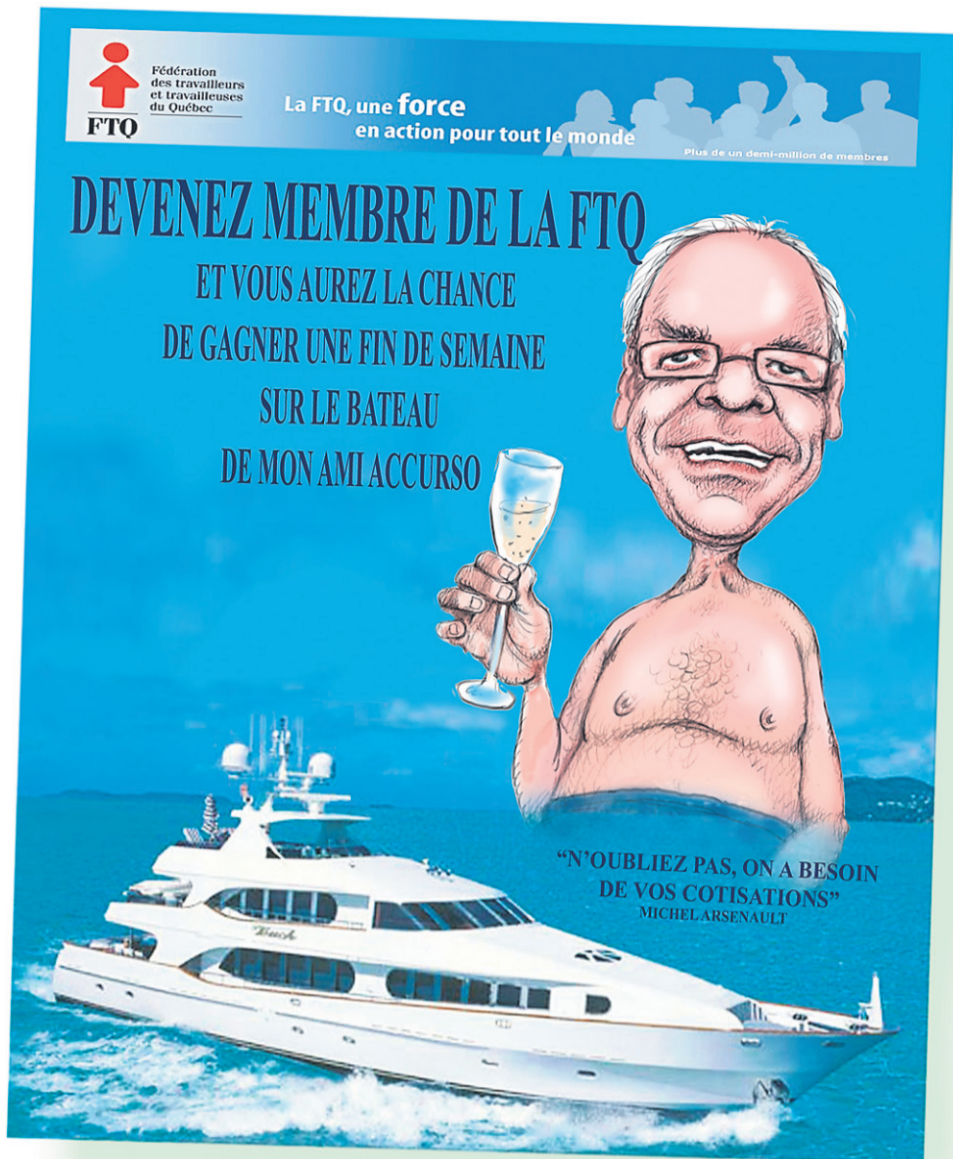
Le fait est que, là où le débat sur le voile a sévi avec le plus d'acuité (Turquie, France, Pays-Bas, Royaume-Uni), sa signification politique n'a jamais échappé à personne. Et ce, même dans les pays où on s'est interdit de l'interdire. Seulement au Québec et plus largement au Canada, dirait-on, le message porté par le voile est cet «éléphant dans la pièce» que chacun feint de ne pas voir.

C'est-à-dire: de ne pas voir... officiellement.

Car, au quotidien et en silence, chacun décode bel et bien le langage du vêtement d'essence religieuse, comme nous l'avons jadis noté dans cette colonne. Cela explique la terrible charge émotive qui explose lorsque l'actualité ramène l'affaire sur le tapis - voile à l'école, aux urnes, au tribunal et même à la maison, quand une adolescente est tuée pour avoir refusé de le porter.

Certes, on peut estimer que, aiguillée par un douloureux passé, en particulier dans sa séquence algérienne, Djemila Benhabib entretient une vue alarmiste des objectifs et des moyens de l'islam radical. On peut aussi se féliciter de notre tolérance et de notre inextinguible soif de paix sociale, précisément véhiculées par Bouchard-Taylor.

Néanmoins, il serait sage de retenir de cette *vie à contre-Coran* que rien de cela n'est totalement anodin. Qu'il y a bel et bien un «éléphant dans la pièce», qu'on le regarde ou pas.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## OPINION

# La Caisse, comme la navette

Les mauvais rendements ne sont pas dus à une seule erreur, mais à une série de petites erreurs s'ajoutant les unes aux autres

PHILIPPE GERVAIS



L'auteur est conseiller principal au groupe Capital Hill.

Après avoir entendu les explications de l'ancien PDG de la Caisse de dépôt et de la ministre des Finances, il est temps de mettre fin à la chasse aux sorcières. Contrairement à la série télévisée *CSI*, on ne pourra, à force de déduction et d'équipement sophistiqué, trouver celui qui a commis le crime. Personne à la Caisse ou au gouvernement du Québec n'avait comme objectif un rendement négatif et encore moins de cette ampleur. Il n'y aura pas d'empreintes digitales sur l'arme du crime, car il n'y a pas de crime.

La situation à la Caisse me rappelle une conversation que j'ai eue avec l'astronaute canadien Steve McLean lors du lancement de la navette spatiale l'année dernière. M. McLean avait expliqué à notre petit groupe que, lors des deux accidents impliquant des navettes, la cause n'était pas due à une seule grande erreur, mais à une série de petites erreurs qui, s'ajoutant une à l'autre, ont donné les résultats tragiques que l'on connaît. Les solutions que la NASA a mises en place étaient au niveau de la gouvernance, du processus décisionnel. C'est ce que devrait faire la Caisse.

Excluant le papier commercial, la Caisse a réalisé une bonne performance malgré les rendements négatifs. L'étalonnage (*benchmarking*) des résultats avec des institutions semblables nous indique que la Caisse s'en est bien tirée malgré cette tempête. Bien que plusieurs gérants d'estrade prétendent aujourd'hui avoir prêté le choc financier, dans les faits, ce serait difficile de trouver une littérature sérieuse et constante qui prouve ce fait.

Quant à la question du papier commercial, plusieurs s'interrogent, avec raison, sur le niveau d'investissement par la Caisse dans ces instruments, et même sur le bien-fondé d'y avoir investi. Comprendrait-on vraiment ce qu'était ce papier commercial? Ces investissements étaient cotés AAA, mais qui, à la Caisse



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La Caisse est un des plus grands fonds du genre au monde. Le conseil d'administration devrait refléter cette réalité et compter parmi ses membres un nombre restreint d'experts jouissant d'une réputation internationale.

ou sur son conseil d'administration, pouvait nous dire quels actifs les supportaient? Les experts en ont perdu leur latin pendant plus de 18 mois! La Caisse, par au moins une de ses filiales, était un des architectes du papier commercial. On aurait dû en savoir bien plus, non?

Malgré le *mea-culpa* de M. Rousseau, on doit se poser ces questions et plusieurs autres. Pas dans le but de trouver des coupables, mais dans le but de déterminer comment on peut éviter de telles situations à l'avenir.

### Personne n'avait comme objectif un rendement négatif.

La composition du conseil d'administration devrait être revue. Un conseil devrait être bien équilibré. On doit y retrouver certaines compétences et expertises, légales et comptables. Mais surtout, le conseil doit être composé de gens qui comprennent et connaissent l'industrie financière. Le gouvernement devrait mettre fin aux positions «automatiques».

Diriger une centrale syndicale ou un organisme gouvernemental requiert certaines compétences certes, et ces dirigeants sont sans aucun doute compétents dans leur champ d'expertise. Mais sont-ils

des experts en finances? Ont-ils une connaissance des produits dérivés? Des Bourses? Du risque?

Comme Québécois, on se vante, avec raison, du fait que la Caisse est un des plus grands fonds du genre au monde. Le conseil d'administration devrait refléter cette réalité en comptant parmi ses membres un nombre restreint d'experts jouissant d'une réputation internationale. On multiplierait l'expérience et les réseaux d'informations autour de la table du conseil.

On entend souvent que l'équipe du Canadien de Montréal devrait avoir plus de Québécois dans l'organisation. Mais qui se plaint quand on a des performances de niveau mondial des Dryden, Bowman, Kovalev ou Koivu? Pourquoi pas un Bowman à la Caisse?

Enfin, il devrait y avoir plus de transparence à la Caisse. En tant qu'actionnaires, les Québécois devraient avoir accès à des résultats trimestriels. C'est ce que les gouvernements exigent des entreprises. Les Québécois ne sont pas des enfants à qui il faut cacher la vérité. Ils peuvent comprendre qu'il y aura des hauts et des bas, des fluctuations de marché. Ils comprendront surtout que si la Caisse a un rendement parmi les meilleurs, ils n'auront pas à s'inquiéter d'une institution dont nous avons toutes les raisons, encore aujourd'hui, d'être fiers.

PARTICIPEZ AU BLOGUE DE L'ÉDITO  
www.cyberpresse.ca/edito

ANDRÉ PRATTE

Un nouveau patron pour la Caisse de dépôt >>>



## « Iggy » monte, Harper descend



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Deux sondages aboutissaient, cette semaine, à la même conclusion : les conservateurs de Stephen Harper sont en chute libre au Québec, tandis que les libéraux, sous le leadership de Michael Ignatieff, sont en train d'effectuer une remontée qui pourrait leur redonner le statut de premier parti fédéraliste, étant bien entendu que le Bloc garde son emprise sur la province.

### Lorsqu'un parti fédéral est attaqué à la fois par le Bloc et par le gouvernement du Québec, il n'a plus aucune chance de survie.

Dans l'ensemble du Canada, les conservateurs restent en tête, mais l'écart se rétrécit.

Selon le sondage du Strategic Counsel commandité par le *Globe and Mail*, le PC a perdu 12 points au Québec depuis les dernières élections – une dégringolade dont profite le PLC, qui, avec 30 % d'appuis, devance les conservateurs par 20 points. Ces chiffres ne sont pas à prendre au pied de la lettre, car l'échantillon retenu pour la province n'est que de 244 (sur les 1000 citoyens interrogés dans le pays). Mais un autre sondage, réalisé par Ipsos Reid pour le *National Post*, montre les mêmes tendances : une remontée libérale et une nette baisse des conservateurs au Québec, et, au niveau national, la réduction de l'écart entre les deux grands partis.

Ailleurs au Canada, Stephen Harper avait bénéficié l'automne dernier de la frayeur provoquée par la perspective d'une coalition soutenue par le Bloc, mais cet effet s'est dissipé. Si l'Ouest, selon le Strategic Counsel, reste acquis aux conservateurs (45 % d'appuis contre 23 % au PLC), la province-clé de l'Ontario reste partagée (41 % pour le PC contre 37 % pour un PLC en légère remontée). C'est une mauvaise nouvelle pour les conservateurs, qui devraient y faire d'énormes gains pour être reportés au pouvoir si leur cote continue de baisser au Québec.

Il va de soi que lorsqu'un parti fédéral, comme ce fut le cas du PC ces derniers mois, se trouve attaqué à la fois par la puissante rhétorique du Bloc et par le gouvernement (théoriquement fédéraliste) du Québec, il n'a plus aucune chance de survie. M. Charest et ses ministres n'ayant cessé de jouer la carte nationaliste contre M. Harper (qui avait pourtant cédé au Québec autant qu'il pouvait sans s'aliéner mortellement le reste du pays), le Québec doit probablement dire adieu à tout traitement préférentiel de la part du gouvernement Harper. Ce dernier sera inévitablement obligé de consacrer plus d'efforts à améliorer sa position en Ontario et à consolider ses acquis dans l'Ouest.

Curieuse, cette rumeur qui court et selon laquelle Jean Charest, une fois achevé son troisième mandat, pourrait éventuellement remplacer M. Harper à la tête de son ancien parti. À supposer que M. Charest nourrisse encore, en son for intérieur, le rêve de devenir premier ministre du Canada (ce qui est loin d'être évident), bien des obstacles se dresseraient sur sa route.

En premier lieu, le PC n'est plus le même parti que celui auquel il a appartenu sous Brian Mulroney et qu'il a ensuite brièvement dirigé : le PC est maintenant la chose des héritiers de l'ancien Reform, dont la majorité n'a aucun atome crochu avec le Québec. Au surplus, Jean Charest déteste cette aile réformiste depuis le jour (durant la campagne électorale de 1997) où le Reform l'a violemment attaqué par une publicité dirigée contre les chefs d'origine québécoise.

Enfin, il serait surprenant que les conservateurs canadiens choisissent comme chef un homme dont les dernières années au pouvoir auront été marquées par une alliance implicite avec les « séparatistes » du Bloc, et qui aura été le principal responsable du déclin des conservateurs au Québec. Mon intuition, c'est que Jean Charest, ayant fait son lit, préférera un poste intéressant dans le secteur privé.

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](mailto:cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# NON AU VOILE!

## La seule différence entre le hidjab et la burka, c'est la taille du tissu

DJEMILA BENHABIB

Ce texte est extrait du livre « *Ma vie à contre-Coran* », publié par VLB éditeur. L'ouvrage sera en librairie la semaine prochaine.

La bataille contre le voile islamique n'est que le début d'une guerre ouverte contre les intégristes, dont l'issue dépendra de notre capacité à le disqualifier des institutions publiques, y compris de l'école. Si l'on perd cette manche, l'islamisme en sortira plus fort et plus revendicateur. Cependant, ne nous faisons pas d'illusions, la bataille ne sera pas facile. Comme le soutient Tarik Ramadan : « Plus on sera présent, plus des femmes avec leur hidjab seront présentes, sur le plan social, présentes dans la discussion, expliquant leur démarche, expliquant qui elles sont (...), plus on habituera les mentalités et plus les choses changeront. »

Ce dernier, « fondamentaliste charmeur, spécialiste du double langage », comme le qualifie Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient*, encourage d'ailleurs les femmes musulmanes à revendiquer le port du voile comme une exigence de leur foi et un acte du cœur. Ce discours est largement repris au Québec où Tarik Ramadan bénéficie d'un large réseau de soutien.

Remarquons-le bien, ce sont toujours de jeunes femmes éduquées, ayant fréquenté l'université, qu'on met en avant pour donner une belle image des islamistes. Les hommes ont pratiquement disparu des caméras et des micros. On assiste à un renouvellement de la stratégie islamiste et à une redistribution du travail.

Pour marquer des points, il faut savoir adapter le discours à l'auditoire. Rendre plus aimable l'apparence du discours ne veut cependant pas dire transiger sur les principes. Sur ce terrain, on ne cède pas d'un iota : la confrérie des Frères musulmans en a tracé les grandes lignes, voilà 80 ans.

Ce qui se joue actuellement, c'est une bataille de relations publiques en direction des mass media. On ressasse toujours le même discours victimaire, on accuse de raciste et d'islamophobe toute personne qui ose critiquer l'islam ou les musulmans. Les porteuses de ce message sont des femmes qui s'affichent comme des modèles d'intégration et présentent le voile comme un « choix », répétant qu'une bonne musulmane est une femme « pudique » et que le voile est le summum de la pudeur. Quel sens donner à un tel « choix » lorsqu'il se fait dans un contexte entaché par le sang de celles qui refusent de porter ce stigmate ?

Cette stratégie de communication a porté ses fruits puisque le hidjab suscite une certaine « sympathie » et même une « tendresse » dans certains milieux intellectuels. On en arrive même à entretenir l'illusion que le voile pourrait être une alternative à l'hypersexualisation des filles, quand en fait le voile est l'une des pires formes de sexualisation des femmes.

Le voile, c'est un rapport obsessionnel au corps, à la chair, au sexe. Le voile, c'est le contrôle de la sexualité des femmes. Ne soyons pas assez naïfs pour croire que le hidjab serait acceptable, voire progressiste alors que la burka serait rétrograde et inacceptable. La différence entre les deux ne tient qu'à la taille du tissu.

La signification reste la même : la manifestation archaïque de l'oppression et de la soumission des femmes.

## Le cheval de Troie

(...) Je n'ai pas honte d'être née femme. Je n'ai pas à m'en excuser. Je n'ai pas à m'en cacher. Les islamistes rendent les femmes coupables de leurs désirs, de leurs misères et de leurs frustrations sexuelles. Ce sont des malades du sexe.

La haine et la soumission des femmes cristallisent leur idéologie. Il ne peut y avoir de femmes libres et émancipées dans un État islamiste, ni d'hommes d'ailleurs. Engels avait raison de dire que « le degré d'émancipation de la femme est la mesure du degré d'émancipation générale ».

Face à la barbarie toujours prête à reprendre ses droits, nous avons la responsabilité, sinon le devoir, de la combattre. Il y va de notre avenir et de celui de nos enfants. C'est un pari difficile mais ô combien salvateur pour l'humanité ! Tout au long de ce livre,



PHOTO FOURNIE PAR L'ÉDITEUR  
Djemila Benhabib, auteure de *Ma vie à contre-Coran*, expose et dénonce les islamistes et leur stratégie de communication.

Ces femmes prétendent qu'elles se voient pour ne pas attirer le regard des hommes et réveiller leurs pulsions. Cette conception qui considère la femme comme une « tentatrice inassouvie » et l'homme comme un « perpétuel prédateur » est totalement infantile et primaire.

### Le voile, c'est un rapport obsessionnel au corps, à la chair, au sexe. Le voile, c'est le contrôle de la sexualité des femmes.

Réjouissons-nous que les critères de séduction soient un peu plus complexes et subtils ! On a la preuve tous les jours que les hommes et les femmes sont capables de se mouvoir librement les uns avec les autres, de travailler ensemble, et de partager bien des choses sans pour autant se désirer sexuellement.

Et lorsqu'ils se désirent, ce qui n'est pas une monstruosité en soi, ils ne

deviennent pas des dangers publics pour autant. Il n'y a que dans les pays qui chosifient les femmes que la chair devient l'objet de fantasmes permanents, que la misère sexuelle s'installe et que des névroses et démenes collectives se développent, allant même jusqu'à autoriser le « mariage provisoire » ou « mariage de plaisir », véritable couverture religieuse à la prostitution.

C'est ce qu'a fait le FIS, en 1991, lorsqu'il a installé des tentes en plein centre-ville d'Alger pour encourager cette pratique, fort populaire parmi ses militants et totalement étranger jusque-là à l'Algérie.

Et ce paradis qu'on promet à ces fous d'Allah ne déborde-t-il pas d'orgasmes sexuels ? Orgasmes d'hommes naturellement, avec ces 70 houris (vierges) aux grands yeux qui attendent patiemment « les nouveaux arrivants » de cet Eden sexuel ?

Pour le mériter, il suffit de mourir en martyr du jihad. (...)

J'ai montré quel est le prix à payer pour la liberté.

Avec l'affaire des caricatures, nous avons constaté comment les islamistes, relayés par des États puissants tels que l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Égypte, mais aussi la Turquie, ont fait pression sur l'Union européenne et l'ONU pour limiter la liberté d'expression par l'introduction d'une « conception islamique » du blasphème.

Sachez qu'en démocratie, le droit de critiquer toutes les religions, y compris l'islam, est un principe inaliénable. De même que le droit au blasphème. De plus, l'égalité des sexes, la liberté de conscience et la liberté d'expression sont intouchables.

Les dérogations pour motifs religieux nuisent aux valeurs fondamentales de notre société. Elles fissurent nos valeurs et accentuent l'emprise des reli-

gieux sur la vie publique. Je sais le prix de la compromission et des tergiversations avec les islamistes.

J'ai fini, à force d'y être confrontée, par repérer sans le moindre ambiguïté toutes leurs manifestations et leurs implications mortifères. Il ne faut surtout pas que l'islamisme politique serve de cheval de Troie pour ramener progressivement l'Église à reprendre du service au cœur de notre société. Nous avons vu, au Québec, comment M<sup>br</sup> Ouellet a utilisé le débat sur les accommodements raisonnables pour enfoncer le clou et tenter de faire reculer la laïcité. (...) D'autres groupes, tel que le B'Nai Brith, ont plaidé en faveur d'un élargissement des accommodements raisonnables. (...) Si le Québec s'est libéré de l'emprise de l'Église, ce n'est certainement pas pour laisser la place à d'autres religions.

# TERMINUS

REGARD DIFFÉRENT  
SUR L'ACTUALITÉ

## LE LANCEUR DU SOULIER. C'EST LE PIED!

MOUNTAZER  
AL-ZAÏDI  
LANCE UNE  
NOUVELLE  
TENDANCE



Mountazer al-Zaidi a été condamné cette semaine à Bagdad à trois ans de prison. Son crime : avoir lancé ses deux souliers à la tête de George W. Bush en décembre dernier. Force est de constater, trois mois après son geste spectaculaire, que ce jeune journaliste a carrément lancé une nouvelle tendance. L'ancien président américain n'est pas le seul à avoir fait les frais de ce type d'« agression ». Aux quatre coins du monde, le lancer du soulier est la nouvelle façon à la mode de faire un pied de nez bien senti aux autorités. Toutes les raisons semblent bonnes, depuis quelques mois. Que ce soit pour protester contre le premier ministre chinois Wen Jiabao (il a été ciblé par un étudiant lors de son passage à Londres), contre la visite de la secrétaire d'État Hillary Clinton en Indonésie, contre l'offensive d'Israël à Gaza ou même encore contre la crise économique en Bosnie. Il n'y a pas à dire : les manifestants qui, las des tartes à la crème, cherchaient un nouveau moyen original de manifester leur grogne ont trouvé chaussure à leur pied!

— ALEXANDRE SIROIS



**1.** Le député de Mercier Amir Khadir lance un soulier contre une effigie de George W. Bush devant le consulat américain à Montréal en décembre dernier.

PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

**2.** Un manifestant iranien lance une chaussure contre un homme déguisé en George W. Bush à Téhéran en décembre dernier.

PHOTO AP

**3.** Des Bosniaques protestent, début janvier, contre la crise économique en lançant leurs souliers sur des photos qui représentent trois de leurs leaders, incluant le premier ministre Nikola Spiric, au centre.

PHOTO AP

**4.** Des centaines de chaussures ont été lancées à Londres à proximité du parlement, début janvier, en guise de protestation contre l'offensive israélienne à Gaza.

PHOTO PC

**5.** Des étudiants lancent des souliers contre une effigie de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton lors de sa visite en Indonésie le mois dernier.

PHOTO REUTERS

